

II. L'éducation des filles.



Figure 4 : Rassemblement le lundi matin à l'Association Zazakely

II.1. Importance de l'éducation des filles

L'éducation et la scolarisation des filles ou plutôt la descolarisation des filles sont des sujets de polémique intemporels. De nombreux travaux de recherche ont été publiés sur ce thème. C'est pourquoi il nous paraît important de rappeler pourquoi l'éducation des femmes est si importante.

Education des filles synonyme de développement

Une meilleure éducation des filles garantit une meilleure santé maternelle, réduit la mortalité infantile, améliore la qualité de la nutrition au sein de la famille, et renforce la main d'œuvre potentielle ainsi que la croissance économique.

Les effets bénéfiques de la scolarisation des filles ont été évoqués à de multiples occasions. Les principaux arguments sont les suivants :

- La scolarisation des filles a une incidence sur la condition socioéconomique des femmes et sur le développement économique en général. La scolarisation peut déboucher sur un emploi mieux rémunéré qui favorise la croissance de la productivité économique à l'échelle nationale. La différence entre les salaires des hommes et des femmes ayant des fonctions et des responsabilités similaires reste toutefois un problème dans la grande majorité des pays.

- La scolarisation des filles a par ailleurs un impact important sur le succès des programmes de lutte contre la pauvreté et de développement équitable et durable. Outre les retombées économiques liées au niveau d'instruction (opportunités d'emploi et de revenu), la scolarisation féminine contribue à changer les attitudes face aux conditions sociologiques et psychologiques qui font perdurer la pauvreté (PNUD, 1997).
- La scolarisation des filles surtout dans l'enseignement secondaire, a une incidence sur la baisse de fécondité. A quelques exceptions près, l'augmentation du niveau d'instruction et la baisse de l'analphabétisme s'accompagnent de la baisse du nombre d'enfants par femmes, les femmes instruites ayant tendance à se marier plus tard et à utiliser davantage les moyens de contraception.
- Les femmes instruites sont mieux informées et peuvent prendre des décisions concernant la santé, la nutrition et l'hygiène en général et de l'enfant en particulier (baisse de la mortalité infantile). Il existe même une corrélation entre l'éducation des femmes et l'espérance de vie des Hommes (King et Hill, 1993).
- La scolarisation des filles contribue fortement à l'émancipation et à l'autonomisation des femmes, mais aussi des groupes sociaux défavorisés dont elles font partie (populations rurales, minorités ethniques et linguistiques, marginaux urbains). Les femmes instruites sont en mesure d'exiger le respect de leurs droits de citoyennes, notamment le suffrage ou d'autres formes de participation et revendication politiques.
- Enfin, dans le domaine de la paix, la participation scolaire des filles et des groupes défavorisés peut contribuer à mettre fin aux inégalités et aux discriminations qui alimentent les conflits et les intolérances au sein de la société. A cette fin, la scolarisation doit s'accompagner d'une adaptation du contenu des programmes et de la formation des enseignants afin d'éviter que l'école véhicule des attitudes discriminatoires.

En résumé, atteindre l'objectif d'éducation de base pour tous et favoriser le progrès socio-économique en général passe par l'amélioration de la scolarisation des filles et par le développement des systèmes éducatifs solides et durables. Rappelons par ailleurs que les objectifs de la scolarisation des filles sont variés et complexes. Ils touchent tous les domaines liés à l'enseignement tels que l'offre scolaire, l'élaboration du curriculum ou la formation des

enseignants, ainsi que des aspects liés aux besoins socio-économiques comme la disponibilité de services scolaires (cantines, garderies) ou les programmes pour les enfants qui travaillent, y compris ceux qui accomplissent chez eux de lourdes tâches ménagères.

Il est également largement reconnu que l'éducation des filles est l'un des moyens de développement les plus sûrs, non seulement pour les filles elles-mêmes, mais également pour les communautés et la société au sens plus large (dans les domaines socioéconomiques, politique et culturel).

A la lumière des effets bénéfiques de la scolarisation des filles, l'évaluation et la mesure de l'extension, de la qualité mais aussi de l'impact des mesures visant la scolarisation des filles s'imposent donc comme une priorité.

Aujourd'hui, les parents malgaches reconnaissent l'importance des études, ils envoient de plus en plus leurs enfants (filles et garçons) à l'école. Ainsi, le problème ne se poserait plus sur le fait d'aller à l'école mais plutôt sur le fait d'y rester.

II.2. Les causes du décrochage scolaire des filles :

C'est dans ce climat politique troublé doublé d'un contexte d'extrême pauvreté (76.5% de la population se situe sous le seuil de pauvreté) qu'on assiste aujourd'hui à un décrochage-abandon scolaire massif : « *Chaque année, à Madagascar, des centaines de milliers d'enfants abandonnent l'école primaire et plus d'un quart d'entre eux sont finalement privés de toute opportunité éducative. Avec plus d'un million d'enfants non scolarisés, l'exclusion scolaire au cycle primaire est sans conteste l'un des problèmes les plus importants du système éducatif malgache* » (d'Aiglepierre, 2012, p. 10). Et ce phénomène va en s'amplifiant selon l'Institut national de la statistique (INSTAT) : en 2010, le taux net de scolarisation au primaire était de 73,4% alors qu'en 2005 il s'élevait à 83,3%, soit une baisse d'environ 10% en seulement cinq ans (INSTAT, 2005, 2010). Plus d'un quart des enfants en âge d'être scolarisés au primaire sont actuellement victimes d'exclusion scolaire à Madagascar. La situation est également très variable d'une région à l'autre. Par exemple, cinq d'entre elles, Androy, Anosy, Melaky, Sud-Est et Sud-Ouest, ont un taux de scolarité très faible de 55%. D'après l'INSTAT (2010), seulement 22% des enfants entrant dans les écoles primaires du pays arrivent aux collèges, seulement 6% d'entre eux atteignent le lycée, et seulement 1% d'entre eux obtiennent leur baccalauréat.

Les taux de scolarisation au primaire particulièrement élevés observés à Madagascar sont tout à fait encourageants. Toutefois, ce taux semble diminuer suivant le degré élevé du niveau d'enseignement. S'additionne à cela un taux d'achèvement par niveau d'enseignement décroissant. Ces chiffres indiquent que de nombreux enfants quittent les bancs de l'école, on parle alors de décrochage scolaire.

Les raisons de ce phénomène sont nombreuses (manques d'infrastructures, formation des enseignants ect...), mais dans ce mémoire nous ne parlerons que de quelques-unes de ces causes c'est-à-dire de celles qui ont émergés de nos observations et de nos interviews.

II.2.1. Faire des études : une histoire de moyen

Des coûts prohibitifs sont une raison principale invoquée par les parents pour retirer leurs enfants de l'école. La pauvreté est étendue (75% de la population se trouve sous le seuil de pauvreté) et affecte les écoles et les familles de la même façon. La crise économique a eu des effets dévastateurs sur les revenus des ménages et les systèmes d'éducation. Par ailleurs, il y a eu une tendance croissante à faire supporter les coûts par les parents.

Les textes législatifs fondamentaux mettent en exergue son attachement aux différents principes et chartes relatifs aux droits des enfants qu'elle considère comme une partie intégrante du droit positif malagasy. Effectivement, la constitution mentionne le fait que: « Tout enfant a droit à l'instruction et à l'éducation sous la responsabilité des parents dans le respect de leur liberté de choix¹² ». De plus, ces principes inscrivent également que l'Etat doit organiser un enseignement primaire gratuit et obligatoire pour tous.

Néanmoins, la notion de gratuité reste très obscure actuellement dans les écoles publiques notamment à l'EPP Ambavahadimangatsiaka à cause de la présence de certain nombre de frais pour pouvoir scolariser les enfants. C'est le cas des droits d'inscription et des cotisations FRAM qui sont des charges acceptées mais peu supportées par les familles vulnérables ainsi que des charges relatifs à l'équipement des élèves.

L'éducation commence par un cycle primaire de cinq années d'étude à Madagascar et peut être dispensée dans des écoles publiques ou privées selon les textes législatifs ; mais dans les deux cas il demande toujours un important investissement financier. Dans ce contexte de pauvreté au niveau familial et d'étude payant surgissent alors le phénomène de descolarisation

¹² Article 23 Constitution 3^{ème} République

et de décrochage scolaire, depuis même le cycle primaire qui est le début de la scolarisation des enfants.

Les dépenses commencent dès l'inscription de l'enfant au sein d'un établissement par le paiement du « droit d'inscription ». Ce droit est payé au début des rentrées scolaires, lors des périodes d'inscription s'étalant ordinairement d'une semaine avant et trente jours après le début des cours. Elle est de l'ordre de six mille ariary à l'EPP Ambavahadimangatsiaka et de 20.000 ariary pour le lycée d'Ivato-Aéroport. Pour le lycée, à ce droit d'inscription s'ajoute 6000 ariary, prix du tee-shirt pour l'éducation physique et 4000 ariary, argent qui sera versé dans la caisse de la coopérative des parents d'élèves le FRAM. Cette dernière somme est déduite pour chaque parent d'élèves c'est-à-dire que pour deux enfants scolarisés les parents ne paient que 4000 ariary.

Les droits d'inscription perçus rentrent directement à la caisse des établissements concernés et servent à financer les dépenses courantes de l'école. Certes, les établissements scolaires fonctionnent comme des institutions autonomes ces derniers temps vu l'insuffisance de fond en raison de suspension des financements externes pour appuyer le secteur éducatif.

Puis, vient l'achat des fournitures scolaires à savoir : une blouse, un short, un écusson au nom de l'établissement, l'uniforme du lundi, le cartable, les cahiers,... Les enfants du primaire bénéficient des kits scolaires distribués par l'Etat. Mais au-delà du primaire, ce sont les parents qui paient les fournitures de leurs enfants.

Enfin, viennent le FRAM, argent que les élèves doivent payer chaque mois au cours de l'année scolaire pour payer le salaire des maîtres FRAM. Il varie chaque mois en fonction des heures de cours effectués par chaque enseignant. Pour certains établissements, cet argent est payé en une fois lors de la rentrée avec le droit d'inscription. Pour certains parents, il y a encore le frais de transport de leurs enfants pour ceux qui n'habitent à proximité ou le loyer pour ceux qui habitent vraiment loin (ce cas se présente souvent pour les enfants qui vont au lycée ou à l'université). Mais il peut encore y avoir des dépenses supplémentaires au cours de l'année scolaire (rénovation ou construction d'infrastructure scolaire, divers célébrations au sein de l'établissement, sortie scolaire et voyage d'étude...).

Les dépenses augmentent au fur et à mesure que l'enfant atteint un niveau d'enseignement élevé ce qui explique la diminution du taux de scolarisation par niveau d'étude (tableau 1) . Là nous voyons bien l'importance de la situation économique des parents pour l'éducation de

ces enfants. Ce qui contraint les parents les plus démunis à retirer leurs enfants de l'école lorsqu'ils n'arrivent plus à joindre les deux bouts entre la scolarisation et les dépenses quotidiennes.

D'autres parents se serrent la ceinture pour pourvoir aux besoins de leurs enfants, pour que ces derniers ne soient pas différents de leurs camarades. Cette réalité se ressent même chez les plus jeunes élèves selon le témoignage d'une enfant : « *tes parents ne pourront pas te scolariser parce qu'ils sont en difficultés, ils pourront peut-être te scolariser jusqu'à l'E.P.P. mais au-delà c'est plus cher et ils ne pourront plus ...* ». Alors souvent, ce sont les enfants qui décident eux-mêmes d'arrêter leurs études. Ce sont les plus souvent les filles qui se sentent plus touchées par cette situation et elles arrêtent leurs études pour travailler afin d'aider leurs parents financièrement. L'indice de parité de genre est calculé à partir du rapport entre l'effectif des filles scolarisées en 2008-2009 et l'effectif des garçons scolarisés la même année. Plus l'indice de parité est proche de 0, plus l'écart entre les taux de fréquentation scolaire des deux sexes est important au détriment de filles alors qu'un indice égal à 1 indique l'égalité totale. De manière générale, à Madagascar, quelle que soit la zone et quel que soit le niveau d'études, l'indice est soit inférieur à 1 soit tout au plus égal à 1, ce qui traduit qu'en termes de proportions, il y a moins de jeunes filles que de garçons scolarisés. (tableau 2)

Tableau 2 : effectif des jeunes scolarisés en 2008-2009

Sous secteur	10-14 ans	15-19 ans	20-24 ans	Total	Indice de parité de genre
Primaire	1 845 490	106 388	0	1 951 878	0,91
Collège	332512	330 135	0	662 647	0,92
Lycée	4 642	80 881	25 339	110 862	0,84
Madagascar	2182644	517 404	25 339	2 725 387	

Source : Statistique MEN, 2009.

II.2.2. Les grossesses précoces :

Durant notre interview avec Nicole¹³, une jeune fille que nous avons interviewée, nous a avoué que : « *Hmm... hitanao ihany ilay hoe manao fitiavana dia solafaka dia bevohoka ary ianao dia tsy afaka hoe atambatra ny zaza sy ny fianarana dia tsy maintsy mijanona.* »

Traduction libre: euh... tu vois lorsque tu aimes et puis tu tombes enceinte alors tu dois arrêter les études car on ne peut pas jumeler enfants et études.

¹³ Les noms ont été volontairement changé pour le respect de l'anonymat de l'informateur

La grossesse précoce est la grossesse qui se présente chez des filles et des adolescentes. À partir de la puberté, le corps de la fille subit des transformations suite auxquelles elle devient une femme capable de reproduire sexuellement. Cependant, cela ne veut pas dire que la fille soit prête et encore moins préparée pour vivre la maternité.

D'après plusieurs études, la grossesse précoce est de plus en plus fréquente. Lorsque nous avons interviewé Nicole elle nous a raconté que des cinq premières filles qui étaient scolarisées à Zazakely, dont elle, une seule n'avait pas été victime de ce cas de grossesse précoce. La grossesse précoce a un certain lien avec la situation sociale, qui a à voir avec un manque d'éducation en matière de reproduction et de comportements sexuels, l'absence de conscience propre à l'âge et à d'autres facteurs, tels que la pauvreté (qui oblige à vivre sous des conditions d'entassement, par exemple). Il se peut aussi que la grossesse précoce survienne d'un viol. Les grossesses à l'école étant sanctionnées d'un renvoi définitif selon le règlement qui régit le fonctionnement des établissements publics mais selon la directrice de l'EPP d'Ambavahadimangatsiaka, généralement, elle n'a pas besoin de renvoyer les jeunes filles de l'EPP qui tombent enceinte car par honte, elles ne reviennent plus à l'école dès qu'elles apprennent leur grossesse.

Il est commun que la grossesse précoce soit condamnée du point de vue social et familial. L'adolescente enceinte est considérée « coupable » d'une situation « indésirable » et a donc tendance à être discriminée sans pouvoir compter sur l'aide dont elle a besoin. C'est pour cette raison que les experts insistent sur le fait que la mère précoce doit compter sur le soutien de sa famille et doit être accompagnée lors des visites médicales et des soins.

Outre les difficultés habituelles liées à la grossesse, la mère adolescente peut également éprouver des souffrances morales liées à sa position particulière dans la société, à l'attitude de sa famille qui peut aller du soutien au rejet complet, à sa relation avec le père de l'enfant qui peut lui-même être mineur et donc pas forcément capable de la soutenir suffisamment, ainsi qu'aux choix qui se posent à elle : décider de garder l'enfant est un choix lourd pour la famille entière, tandis que choisir l'avortement pose également problème dans certains pays comme à Madagascar où l'avortement est interdit et sévèrement puni par la loi malgache – même en cas de danger pour la santé de la mère ou de l'enfant, ou en cas de viol.

Pour toutes les jeunes filles qui sont tombées enceintes au cours de leur scolarisation, la première solution qu'elles ont décidé d'adopter est de quitter l'école et d'arrêter les études

pour chercher du travail (alors que certaines ne sont même pas encore majeures et n'ont pas fini le collège). La plupart d'entre-elles rêvaient, par exemple, de devenir médecin, mais aujourd'hui, alors qu'elles n'ont pas encore passé les 25 ans devenues mère, leurs espoirs pour l'avenir ne réside plus que dans la réussite de leurs enfants. Bien qu'étant aussi jeunes, elles devraient encore songer à leur épanouissement personnel, elles ont arrêté les études au profit de leur statut de mère de famille.

II.2.3. La scolarisation tardive

« ... il y en a une qui n'est ni tombée enceinte ni mariée mais elle a étudié et elle a eu son B.E.P.C. mais elle n'a pas été prise au lycée parce qu'elle a dépassé la limite d'âge... » selon Nicole.(figure 5)

Le système éducatif malgache suit une structure 5+4+3 soit cinq ans de primaire, 4ans de collège et trois ans de lycée, le passage d'un cycle à un autre étant réglementé par la réussite d'un examen d'état : le CEPE pour le primaire, le BEPC pour atteindre le lycée et après avoir effectué douze ans d'étude le Baccalauréat marque la fin du lycée.

La scolarisation est obligatoire à l'âge de six ans. Ainsi, un enfant étant scolarisé à l'âge de 6 ans, s'il ne redouble aucune classe, atteindra le lycée à l'âge de 16 ans et terminera ses études secondaires à 18ans. Toutefois, dans les milieux défavorisés ou ruraux, la scolarisation des enfants est souvent plus tardive et l'âge d'accès au lycée public est limité à 22ans. Dans la plupart des cas, les élèves qui ne seront pas admis dans les écoles publiques se tourneront vers le secteur privé mais où iront ceux qui n'auront pas les moyens d'y adhérer?

Le taux net de fréquentation scolaire (2008-2009) montre que seuls un peu plus de la moitié des filles et des garçons en milieu urbain et un peu moins du quart en milieu rural sont scolarisés dans le niveau correspondant à leur âge(. Les effectifs des jeunes scolarisés entre 2005 et 2009 dans le primaire, au collège et au lycée ont augmenté respectivement de 6,1%, 11,2%, et 15,5%. Le taux d'accroissement est nettement plus prononcé au collège et au lycée. Cependant, le taux d'accroissement au niveau collège et au lycée est légèrement plus fort pour les garçons que pour les filles, ce qui explique une très légère baisse de l'indice de parité de -0,5% (collège) et de -0,6% (lycée). (tableau 3)

La scolarisation tardive conduit souvent à une grossesse pour les jeunes filles. Prenons le cas de Nicole (figure 5) bien qu'elle fût en classe de troisième, elle avait 19 ans lorsqu'elle était tombée enceinte. Si nous suivons la progression normale d'un enfant scolarisé à l'âge de 6 ans, elle à 19 ans, elle aurait dû être en première année de l'université. Il existerait ainsi deux

périodes distinctes dans la scolarité des filles, l'une avant la puberté, caractérisée par la réussite scolaire et l'autre, après la puberté, caractérisée par de moindres performances. Le mariage précoce ou la grossesse sont effectivement des motifs fréquents d'abandon scolaire chez les filles.



Figure 5: Photo d'une adolescente mère du Village de la Solidarité

Tableau 3 : Taux d'accroissement des effectifs des élèves scolarisés entre 2005-2009

	Primaire	Collège	Lycée
Fille	6,4%	10,9%	15,1%
Fille 10-14	6,6%	11,3%	15,4%
Fille 15-19	2,7%	10,3%	15,9%
Fille 20-24			11,6%
Garçon	5,7%	11,4%	15,8%
Garçon 10-14	6,0%	12,0%	16,0%
Garçon 15-19	2,3%	10,8%	16,7%
Garçon 20-24			13,1%
Ensemble	6,1%	11,2%	15,5%
Indice	0,6%	-0,5%	-0,6%

Source : Service statistique MEN 2005-2006 et 2008-2009

Conclusion de la première partie

Le dernier *Rapport national sur le développement humain 2010* (INSTAT, 2010) montre que l'indice sexo-spécifique de développement humain (ISDH) à Madagascar a connu une croissance forte et régulière de 1993 à 2008, où il est passé de 0,388 à 0,569 durant cette période, soit une hausse de 46,6 %. La condition des femmes malgaches se serait donc considérablement améliorée : elles sont de plus en plus nombreuses à être scolarisées, elles sont en meilleure santé, et leur espérance de vie a augmenté.

Un ISDH en croissance constante, mais un indice de participation des femmes en dents de scie : c'est bien l'accès des femmes au pouvoir qui semble poser problème dans la société malgache d'aujourd'hui. Pour employer les termes anglais, ce n'est pas l'*empowerment* (autonomisation) des femmes – en leur donnant les moyens d'avoir *le pouvoir de faire* quelque chose, l'éducation étant le plus efficace de ces moyens – qui rencontre de la résistance, c'est le *power* proprement dit, c'est-à-dire le fait d'avoir *du pouvoir sur* les autres.

C'est donc là que se cacherait l'antiféminisme à *la malgache*, soigneusement camouflée sous la performance parfaitement respectable d'un ISDH en hausse régulière. Pendant longtemps, les études comparatives menées à l'échelle continentale ou régionale pour ainsi dire « n'y ont vu que du feu », tandis que les expertes et les experts internationaux ont conclu à l'existence de l'« exception malgache », quand les institutions internationales ont commencé vers la fin des années 80 à commander des études basées sur des données « désagrégées par sexe ». Ainsi, une étude sur l'éducation des filles dans six pays de l'Afrique australe et orientale en 1992 a constaté de graves disparités entre les taux de scolarisation des filles et des garçons dans tous les pays étudiés, sauf à Madagascar.

Pour combattre ces préjugés et ainsi arriver à une véritable égalité gagnée et méritée, la seule arme que nous avons resté toujours l'éducation et la formation. Il est également largement reconnu que l'éducation des filles est l'un des moyens de développement les plus sûrs, non seulement pour les filles elles-mêmes, mais également pour les communautés et la société au sens plus large (dans les domaines socioéconomiques, politique et culturel). Nous avons aussi vu les difficultés que les jeunes filles scolarisées peuvent rencontrer. Nous avons pu constater de nos interviews que l'un des facteurs déterminants qui les avaient poussées à arrêter l'école est l'argent. Cette pauvreté qui les entourait, cette difficulté de laisser leur mère seule à prendre en charge leur besoin. Mais d'un autre côté, il y a aussi les grossesses

précoces sont en passe de devenir un fléau social au sein des communautés de base malgaches. Non seulement les grossesses précoces sont généralement sanctionnées dans la société malgache (surtout à l'école) mais elles sont aussi dangereuses pour la santé de la jeune mère et de l'enfant. De plus, nous avons aussi parlé de la scolarisation tardive qui pourrait aussi résulter des difficultés économiques des parents et entraîner des grossesses précoces. Et enfin, il y a les stéréotypes de genres, bien que l'école doive être un lieu d'égalité, où les jeunes filles devraient renforcer leur personnalité, affirmer leur identité ; la réalité est tout autre. L'école n'est que le reflet de la société, elle transmet au jeune les valeurs de la société. Les causes que nous avons évoquées dans cette partie sont en fait liées entre elles. Que ce soit la pauvreté, la grossesse précoce, la scolarisation tardive ou le comportement des enseignants, l'arrêt des études ne devrait pas être une fatalité mais ces situations influent toutes sur la mentalité et l'estime de soi de ces jeunes filles et détruisent leur espoirs d'avoir une vie meilleure et de dépasser leurs parents. Ces situations se retrouvent dans l'école de l'association Zazakely. Dans la deuxième partie, nous allons voir les mesures qui ont été mises en place pour aider ces jeunes filles à se réinsérer dans la société.